



# ASSEMBLÉE NATIONALE

17ème législature

Politique du prochain Gouvernement

Question au Gouvernement n° 267

Texte de la question

POLITIQUE DU PROCHAIN GOUVERNEMENT

**Mme la présidente** . La parole est à Mme Laure Lavalette.

**Mme Laure Lavalette** . Le groupe Rassemblement national et sa présidente Marine Le Pen s'associe au deuil national décrété par le président Macron à la suite du drame épouvantable que vit le département de Mayotte. Compatriotes mahorais, Français au milieu des malheurs du monde, recevez notre sollicitude et toute notre affection.

Le 7 juillet, par un jeu de désistement indigne d'une démocratie mature, le président de la République a empêché une alternance pourtant largement réclamée par les Français. Alors qu'il prétendait redonner au pays le choix de son avenir, Emmanuel Macron l'a privé d'une majorité claire, au prix de l'instabilité et du chaos. Lui et son premier ministre d'alors resteront seuls responsables devant l'histoire. Aussi espérons-nous sincèrement que votre action soit salutaire face aux urgences qui s'amoncellent – c'est fondamentalement dans l'intérêt d'un peuple qui ne vous a pas choisi.

L'urgence est d'abord agricole : les agriculteurs ont été abandonnés par un gouvernement Attal qui n'a pas fait la moitié de ce qu'il avait promis.

**M. François Cormier-Bouligeon** . Excusez-vous auprès des agriculteurs pour la censure !

**Mme Laure Lavalette** . Nous vous proposons d'organiser d'ici au 31 décembre l'examen et le vote d'une loi d'urgence agricole, et d'arrêter cette folie qu'est le traité avec le Mercosur en gelant notre contribution financière à l'Union européenne.

S'agissant de l'urgence démocratique, nous savons que vous partagez notre engagement en faveur d'un mode de scrutin proportionnel, alliant juste représentativité et stabilité institutionnelle. Il faut aussi évoquer l'urgence, toujours prégnante, du pouvoir d'achat et d'une fiscalité plus juste, l'urgence hospitalière et en matière d'accès aux soins partout sur notre territoire, et, enfin, l'urgence sécuritaire et migratoire qui s'aggrave de jour en jour, malgré les postures et les grands mots.

Face à cet « Himalaya » de défis, pouvez-vous déclinier vos priorités devant la représentation nationale ? Vous connaissez nos positions et nos lignes rouges. Vous nous trouverez ouverts au compromis, hermétiques au chantage, vigies inépuisables de l'intérêt général.

**Mme Marie Pochon** . La blague !

**Mme Laure Lavalette** . Le 7 juillet, un pouvoir déclinant a suscité une profonde désespérance. Tâchons au moins de rendre les prochains mois utiles à la France. (*Applaudissements sur les bancs des groupes RN et UDR.*)

**Mme la présidente** . La parole est à M. le premier ministre.

**M. François Bayrou, premier ministre** . Merci, madame la présidente. Je veux d'abord exprimer mon émotion, car il y a longtemps que je n'ai pas pris la parole dans cette assemblée, que j'ai beaucoup aimée. Je veux dire une chose simple : le gouvernement...

**Mme Marie Pochon** . Mais il n'y a pas de gouvernement !

**M. François Bayrou, premier ministre** . ...respecte chacune et chacun de ceux qui siègent sur ces bancs, d'un bout à l'autre de l'échiquier politique, ainsi que chaque groupe. Je suis un partisan acharné du pluralisme politique. Ce n'est pas parce que nous avons des positions différentes, parfois opposées, que nous ne pouvons pas débattre et dialoguer ensemble.

**Mme Sandrine Rousseau**. Et à propos de Mayotte ?

**M. François Bayrou, premier ministre** . Vous avez fait la liste des très nombreux défis que nous devons relever. Vous avez utilisé une expression que j'ai moi-même employée : il s'agit d'un Himalaya, qui paraît, comme vous le savez tous, impossible à gravir. Pourtant, il nous faut le surmonter, tout spécialement au moment où la catastrophe de Mayotte nous rappelle au respect de ce que nous avons de plus sacré, notre concitoyenneté, notre compatriotisme à l'égard de tous ceux atteints par les accidents de la vie.

**M. Benjamin Lucas-Lundy**. Et à propos de Mayotte ?

**M. François Bayrou, premier ministre** . Nous reparlerons du drame de Mayotte au cours de cette séance. (*Exclamations sur les bancs des groupes LFI-NFP, SOC et EcoS.*) Hier, Mme la présidente a fait respecter une minute de silence, à laquelle je m'associe rétrospectivement par la pensée.

Madame la députée, vous avez décrit les très nombreux obstacles qui sont devant nous et vous me demandez de décliner mes réponses. Je ne suis pas sûr de le faire, mais je vous répondrai une chose simple : je ne dissimulerai rien, je ne laisserai rien sans traitement et sans réponse. J'essaierai de résoudre tous les problèmes que vous avez évoqués, qu'ils tiennent à la dépense publique ou aux fractures de la société française. Je tâcherai de le faire en tenant compte de chaque groupe qui siège sur ces bancs, car je ne fais pas de différence entre les députés. Tout élu qui a franchi le seuil de cette assemblée et siège sur ces bancs a droit au respect et à un traitement équitable. C'est ma vision ; elle ne date pas d'aujourd'hui. Je l'ai longtemps défendue ici, puis à l'extérieur de l'hémicycle. Cela m'importe beaucoup. Quand je dis que je ne laisserai rien de côté, je pense notamment aux problèmes de finances publiques que vous avez mentionnés. Je crois avoir montré tout au long de ma vie politique que je tenais ces problèmes pour essentiels.

**Mme Sandrine Rousseau** . La question ne portait pas sur votre CV. Parlez-nous de Mayotte !

**M. François Bayrou, premier ministre** . La question ne portait pas sur Mayotte, mais j'imagine que ce sera le cas de questions ultérieures. J'y répondrai avec la précision que ce drame mérite.

J'ai bien compris l'impératif qui est le nôtre. Je vous promets d'essayer de relever ces défis avec l'ensemble de la représentation nationale. (*Applaudissements sur les bancs des groupes Dem, EPR et HOR.*)

Données clés

Auteur : [Mme Laure Lavalette](#)

**Circonscription** : Var (2<sup>e</sup> circonscription) - Rassemblement National

**Type de question** : Question au Gouvernement

**Numéro de la question** : 267

**Rubrique** : Gouvernement

**Ministère interrogé** : Premier ministre

**Ministère attributaire** : Premier ministre

Date(s) clé(e)s

**Question publiée le** : 18 décembre 2024

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le 18 décembre 2024